

EN ESPAGNE

Les télégrammes envoyés par le P.S.O.P. au gouvernement Negrin oublient à dessein de mentionner le nom d'Andrade... Faut-il aussi rappeler à « La Lutte Ouvrière » de Belgique que Tosca est un des plus vieux bolcheviks-léninistes estimé par tous les camarades combattants de la « Colonne Internationale » ? ou bien a-t-il été « oublié » parce que appartenant au groupe « Soviét » de Barcelone ?

Le « procès » contre le C.E. du P.O.U.M., annoncé depuis longtemps, va commencer ces jours-ci à Barcelone.

Pendant des mois, la Tcheka stalinienne et les sbires du gouvernement Negrin ont fabriqué les « preuves »... Le prolétariat révolutionnaire doit s'opposer de toutes ses forces à la réalisation du plan de la contre-révolution qui adapte en Espagne les procédés des « procès » de Moscou.

Ce ne sont pas ces luttes de « tendances » qui arracheront à Negrin la proie représentée par des milliers de révolutionnaires. La vie de ces camarades est en jeu. Il faut réaliser un puissant front unique de toutes les organisations d'opposition pour manifester devant les ambassades d'Espagne à Paris, en Belgique, etc...

La mise en exécution de cette proposition faite par le P.C.I. fera sérieusement fléchir les bourreaux du Front populaire de Negrin.

Au travail ! Il faut montrer aux artisans de la contre-révolution que les emprisonnés ne sont pas isolés, mais qu'ils ont tout le prolétariat révolutionnaire avec eux, pour les défendre.

Il y a quelques mois, les ouvriers de tous les pays affluaient en Espagne, apportant leur contribution à la révolution. Aujourd'hui, ils doivent exiger et obtenir la libération de leurs compagnons d'alors menacés de mort, par le gouvernement d'assassins aux ordres de l'impérialisme franco-anglais et de Staline.

Il existe aussi un autre problème qui se pose, immédiat. C'est celui des vivres. En plus de la répression et de la terreur, le gouvernement Negrin soumet les ouvriers

à la famine la plus noire. Tandis que les camions de vivres qui partent tous les jours en Espagne sont destinés à maintenir les éléments réactionnaires du P.S.U.C. et des corps armés du gouvernement, les ministères, etc., les coopératives ouvrières ne peuvent distribuer que deux pommes de terre par personne, quand il y en a... Les prisonniers aussi manquent de nourriture.

Nous avons fait ce que nous avons pu, et les premiers petits colis de riz, farine, lait, etc..., sont partis la semaine dernière.

Nous demandons à tous nos camarades de ne pas oublier que les pommes de terre et le pain sont aussi nécessaires que les munitions, et nous les engageons à nous envoyer leurs gros sous, pour que nous puissions faire parvenir aux camarades emprisonnés et « oppositionnels » d'Espagne, le témoignage immédiat de notre solidarité prolétarienne.

U. R. S. S.

UN TRAITRE QUE « L'HUMANITE » NE DENONCE PAS

ON a beau vérifier toutes les colonnes de « l'Humanité », on ne trouve pas un mot sur la fuite hors d'U.R.S.S. du **Commissaire du peuple aux affaires intérieures de la République d'Extrême-Orient**, un nommé Louchkov, qui a remis aux Japonais des informations très précieuses sur la défense soviétique en Extrême-Orient.

Pourtant, c'est là un fait grave de première importance. Voyez-vous le préet du Bas-Rhin ou le gouverneur militaire de Strasbourg livrant les importants secrets qu'ils peuvent détenir par leurs fonctions, aux autorités allemandes.

Pourquoi « l'Humanité » ne dit-elle rien à ce sujet ? C'est que les stalinien ne peuvent pas, sans truquage préalable, dire que c'est un « trotskyste » au service de l'impérialisme japonais. Le dit Louchkov a « épuré » tant et plus en Extrême-Orient. Il a fait fusiller des « trotskystes », il a exécuté les ordres de Staline... jusqu'au moment où il a cru utile de garer sa peau.

Après Butenko, Louchkov. Au sommet de l'appareil soviétique, Staline et Jejev — pour lesquels « le Temps » a publié un long article élogieux qui n'a certainement pas été publié sans quelque virement de fonds soviétiques — ont placé des contre-révolutionnaires « dans la ligne ». Les exécutions se multiplient. Mais la lutte entre la révolution et la contre-révolution en U.R.S.S. aussi surgira au grand jour.

Les Louchkov qui sont dans l'appareil se heurteront à la résistance des travailleurs soviétiques.

P.S. — Un camarade nous a adressé une lettre avec des questions sur l'U.R.S.S. Nous la publions et y répondrons volontiers dans un prochain numéro. Impossible pour ce numéro où la place nous manque.

Nous n'avions pas lu le livre sur l'U.R.S.S. de Friedman, écrivain stalinien de la « Maison de la Culture ». Or une violente attaque vient d'être lancée par Politzer, bonne à tout faire du stalinisme, contre ce livre, accusant Friedman de contrebande trotskyste. Nous en parlerons une prochaine fois.

principe ; les calomnies qui devaient le détruire n'en ont rien fait ; le système des calomnies a porté ses ravages dans les rangs des partisans de la IV^e... G. Vereeken, ex-secrétaire de la section belge, aurait même jugé opportun de démissionner du P.S.R. afin de protester contre les méthodes officielles et la comédie de constitution hâtive.

Nous reviendrons sur ce point. Le P.C.I. continue sa tâche. Il œuvre pour la IV^e de la façon la plus utile, avec une opiniâtreté qui lui vaut la haine des policiers et des philistins. Ce qui démontre l'utilité de sa tâche, c'est l'expérience internationale elle-même. Notre vie politique, notre combat, n'ont qu'un but : empêcher la liquidation des bolcheviks-léninistes par des méthodes d'organisation utiles à des cliques, mais nuisibles à la formation du Parti international de la Révolution prolétarienne.

A l'usine, à la caserne, dans les organisations de masses, le P.C.I. poursuit son effort !

Contre les travailleurs 101 nouveaux décrets-lois

Un train — le cinquième — chargé de chaînes, comme les précédents.

Cette nouvelle série de 101 décrets-lois que vient de publier l'*Officiel* ne peut être étudiée en détail dans le cadre restreint de cet article.

Soulignons d'abord ce qu'on n'y trouve pas !

Contre l'augmentation croissante du coût de la vie : *Néant*.

Augmentation de l'indemnité aux chômeurs : *Néant*.

Retraite pour les vieux : *Néant*.

Répression des provocations fascistes dans la rue et dans les entreprises : *Néant*.

Défense des travailleurs contre les licenciements massifs décidés par le grand patronat : *Néant*.

Sous la bannière du Front populaire, le gouvernement bonapartiste de Daladier ne peut prendre que des mesures de classes contre le prolétariat, en faveur de la bourgeoisie dirigeante, avec la complicité des dirigeants stalinien, socialistes et cégétistes !

Quelques-unes de ces mesures doivent être vigoureusement dénoncées... et combattues.

UNE INFLATION NOUVELLE

DE 52 MILLIARDS...

L'un des décrets-lois porte ce titre bénin : Institution de l'open-market, ce qui signifie : marché ouvert.

Mais un texte porte à 52 milliards le plafond des avances de la Banque de France au Trésor, et un autre autorise la dite Banque de France à actionner la « presse à billets » pour opérer des achats sur le marché des valeurs.

Les travailleurs connaissent par expérience à quoi aboutit la politique d'inflation !

DES CHARGES NOUVELLES

Si des allègements fiscaux sont prévus dans la législation de l'impôt sur les jeux, si les propriétaires capitalistes sont encouragés à entreprendre des constructions nouvelles par des exonérations d'impôt foncier et de droits d'enregistrement, des charges nouvelles résulteront des décrets instituant de nouvelles taxes et relevant les tarifs douaniers sur diverses denrées coloniales.

D'autre part, les dispositions prises concernant l'équipement hydro-électrique du pays sont un chapitre de l'équipement total de la nation en vue de la guerre.

DEPENSES NOUVELLES : 100 MILLIONS A MANDEL !

... pour accroître, dit-on, la production de l'or aux colonies. Ce n'est pas demain que ce nouvel investissement sera compensé par une augmentation réelle du rendement des « placers ». Mais c'est immédiatement que les masses coloniales vont être contraintes à une exploitation impérialiste forcée. C'est de l'or rouge qui rentrera — s'il rentre — dans les coffres de l'Etat !

ET ENFIN, EXTENSION DE L'APPLICATION DE LA PEINE DE MORT

Désormais, la peine de mort sera applicable aux « crimes d'espionnage » en temps de paix. Le décret se réfère à la législation existant en Allemagne, Italie, Pologne, Tchécoslovaquie et Roumanie. L'U.R.S.S. n'est pas citée !

Mais si l'on se souvient que peut être assimilé au crime d'espionnage la dénonciation par les prolétaires eux-mêmes des conditions qui leur sont imposées dans les entreprises et la lutte opiniâtre contre la guerre et sa préparation, ce décret de répression prend une portée dont tous les travailleurs apprécieront la gravité.

Les organisations d'avant-garde vont-elles enfin réaliser leur unité d'action pour faire barrage à la montée de l'arbitraire gouvernemental ? Les travailleurs vont-ils enfin comprendre la nécessité urgente d'un parti révolutionnaire bolchevik-léniniste ?

au travail



Des divergences ont été formulées qui font l'objet du prochain bulletin intérieur de juillet.

Le problème de l'unification des bolcheviks-léninistes a été l'objet de textes dans le bulletin intérieur et de discussions dans l'organisation.

Ce problème, qui reste posé malgré la politique sans principe de la direction du P.O.I. — dont les dernières manifestations sont caractéristiques : adhésion au Comité de Front populaire pour le « Mur » ; participation à un meeting « pour ne pas déshonorer la France !... » ; bluff constant qui entraîne dans « Juin 36 » des désaveux de membres du P.O.I. !... — toutes ces caractéristiques ne diminuent pas les difficultés que crée la division des B.-L. C'est pourquoi notre Comité Central et nos militants discutent cette question à l'occasion du Congrès pour la IV^e — Où le P.S.O.P. est invité et non le P.C.I. (!) — Des textes sont soumis à l'organisation et paraîtront. Le P.C.I. garde sur ces problèmes une conduite de